

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

MARDI 10 MARS 2026



FÉDÉRATION NATIONALE
DES ORTHOPHONISTES



Collège des Centres
de Formation Universitaire en Orthophonie

LA FNO ET LE CCFUO APPORTENT LEUR SOUTIEN À LA MOBILISATION DES ENSEIGNANTS-CHERCHEURS ET ALERTENT SUR L'URGENCE DE RENFORCER LES MOYENS DES FORMATIONS EN ORTHOPHONIE À BOUT DE SOUFFLE

La Fédération Nationale des Orthophonistes (FNO) et le Collège des Centres de Formation Universitaires en Orthophonie (CCFUO) expriment leur soutien plein et entier à la mobilisation des enseignants-chercheurs et des personnels universitaires qui alertent aujourd'hui sur le sous-financement chronique de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Les présidents d'université tirent la sonnette d'alarme depuis plusieurs mois sur une situation devenue critique. Les universités atteignent un point de rupture après des années d'augmentation du nombre d'étudiants sans augmentation proportionnelle des moyens. Cette situation met en tension les capacités d'accueil, les conditions d'enseignement et la pérennité même de certaines filières.

Les Centres de formation universitaires en orthophonie (CFUO) n'échappent pas à cette réalité. Depuis plusieurs années, les équipes pédagogiques alertent sur un manque de moyens humains et financiers qui fragilise l'organisation des formations et pèse lourdement sur les enseignants-chercheurs et les professionnels impliqués dans la formation des futurs orthophonistes. Ces formations reposent largement sur l'engagement et le dévouement des équipes universitaires, dont la mobilisation quotidienne permet encore de maintenir un haut niveau d'exigence scientifique et pédagogique, tout en compensant par leur investissement personnel les carences structurelles du système.

Or, ces difficultés interviennent dans un contexte particulièrement préoccupant pour l'accès aux soins. Les besoins de la population en orthophonie ne cessent d'augmenter, alors que les délais d'accès aux soins s'allongent dans de nombreux territoires. Le manque de professionnels formés constitue aujourd'hui un véritable enjeu de santé publique.

Face à cette situation, une proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins par l'augmentation des capacités de formation en orthophonie a été adoptée à l'unanimité par l'Assemblée nationale il y a près d'un an. Ce texte prévoit une programmation pluriannuelle des quotas de formation avec une augmentation de 50% des étudiants à horizon 2030. Il prévoit également la création du statut de maître de stage universitaire afin de former et rémunérer les orthophonistes qui encadrent les étudiants en stage ; la création du contrat d'engagement territorial pour les étudiants volontaires et le passage à un diplôme d'Etat pour les orthophonistes pour une meilleure reconnaissance de nos compétences.

Mais depuis ce vote unanime, le texte est resté bloqué au Sénat : un an d'immobilisme politique, alors même que les universités alertent sur leur manque de moyens, que les CFUO sont engagés dans une réforme d'ampleur des études à partir de l'année universitaire prochaine et que l'accès aux soins orthophoniques ne cesse de se dégrader.

Pour la FNO et le CCFUO, ce blocage n'est plus acceptable. Alors que les pouvoirs publics multiplient les discours sur la lutte contre les déserts médicaux et l'amélioration de l'accès aux soins, le signal est incompréhensible pour tous : orthophonistes, universitaires et patients.

La FNO et le CCFUO appellent donc le gouvernement et les parlementaires à agir au plus vite :

- En donnant aux universités les moyens d'assurer pleinement leurs missions de formation et de recherche.
- En inscrivant à l'ordre du jour du Sénat la proposition de loi visant à développer les formations en orthophonie.

Former davantage d'orthophonistes, dans de bonnes conditions, constitue une nécessité pour garantir l'accès aux soins sur l'ensemble du territoire. Cela suppose des universités soutenues, des équipes pédagogiques reconnues et la création de postes d'enseignants et d'administratifs à la hauteur des enjeux.

La FNO et le CCFUO restent pleinement mobilisés aux côtés des universités et des enseignants-chercheurs pour défendre l'avenir de la formation et l'accès aux soins orthophoniques.